

Les universités suisses sont les plus internationales : les petits pays doivent privilégier l'ouverture... et l'anglais

Autor(en): **Guyaz, Jacques**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2017)**

Heft 2153

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1014258>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

cette vaste affaire de corruption passe notamment par la Suisse et le Ministère public fédéral a déjà bloqué 800 millions de dollars. PBK est l'une des banques impliquées: les corrupteurs comme les corrompus brésiliens y ont ouvert des comptes, la banque tessinoise n'étant qu'un maillon dans un réseau complexe de sociétés *offshore*. Or, il

apparaît que PBK a attendu le dernier moment pour faire part de ses soupçons au Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent, soit après l'arrestation des personnes concernées ou bien après que les médias brésiliens aient enquêté et dénoncé la corruption régnant à Petrobras.

Davantage de confiance, préconise Henry Peter. La confiance n'exclut pas le contrôle, affirmait Lénine. Un contrôle d'autant plus justifié que les manquements du secteur bancaire helvétique restent encore trop fréquents. Un contrôle indispensable à la réputation et donc à la compétitivité durable de la place financière.

Les universités suisses sont les plus internationales

Les petits pays doivent privilégier l'ouverture... et l'anglais

Jacques Guyaz - 08 février 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/30968>

On le sait, les universités suisses figurent toujours en très bonne place dans les classements internationaux sérieux. A vrai dire, elles ne peuvent pas faire mieux, puisque dans la liste des hautes écoles les «*plus internationales*» établie par le [Times Higher Education](#), dont la méthodologie est transparente et publique, l'ETH de Zurich et l'EPF de Lausanne occupent les deux premières places devant les universités de Hong Kong et de Singapour.

Les données prises en compte comportent la proportion d'étudiants étrangers, la part de chercheurs et d'enseignants venant d'autres pays, la proportion de signatures d'autres nationalités dans les publications et, de manière plus subjective, la «*réputation internationale*» de l'institution établie par un questionnaire

envoyé à toutes les hautes écoles prises en compte.

Ce résultat n'a pas de quoi réellement surprendre. Les petits pays sont inévitablement plus ouverts que les grands. Ils sont obligés de chercher à l'extérieur les compétences qu'ils ne peuvent trouver sur place; on voit d'ailleurs dans ce classement un certain nombre d'universités danoises, belges ou néerlandaises. Ajoutons que la Suisse a une vieille tradition d'excellence pédagogique et dispose de ressources que nous jugeons de l'intérieur toujours insuffisantes, mais que bien des nations ne peuvent qu'envier.

Les places suivantes sont occupées par une kyrielle d'institutions universitaires de pays anglo-saxons, Canada, Australie, Royaume-Uni, quelques-unes d'Amérique aussi. Mais l'effet de la taille

des Etats-Unis fait apparaître leurs universités les plus prestigieuses comme Harvard ou Stanford relativement moins internationales. L'Université (cantonale) de Zurich figure au 15e rang.

Mais l'intérêt de cette étude ne réside pas tant dans le classement lui-même que dans les commentaires qui l'accompagnent. Les auteurs de cette liste soulignent que la première université non anglophone est l'Ecole polytechnique de Paris, au 16e rang... Les trois institutions helvétiques qui précèdent sont assimilées à la sphère anglo-saxonne, même si l'étude souligne que tout ne s'y fait pas forcément dans la langue de Newton. Ce constat confirme simplement un fait évident: l'anglais est la *lingua franca* du monde scientifique sans doute pour longtemps, et les

universités qui comptent sont celles qui s’y adaptent au mieux.

Le Brexit et l’élection de Donald Trump suscitent des craintes pour l’attractivité et l’ouverture des universités prestigieuses de Grande-Bretagne et des Etats-Unis. Les opinions des experts interrogés dans le cadre de ce classement

sont très partagées à ce sujet. Pour l’instant, attendre et voir.

Mais deux autres pays de la sphère anglo-saxonne, le Canada et l’Australie, disposent de hautes écoles qui progressent nettement dans l’attractivité internationale et la qualité des enseignements et de la recherche grâce à des politiques publiques

dynamiques. Même si le montant des taxes d’inscription n’apparaît pas dans l’étude du *Times Higher Education*, il ne fait aucun doute que l’important soutien financier public dont bénéficient les universités suisses leur permet aussi d’être attractives, avec des frais modérés pour les étudiants, et c’est aussi une des raisons de leur dynamisme.

Les deux armes de dissuasion massive de la Banque nationale

Une mise en perspective des moyens et enjeux de la politique monétaire dans un environnement particulièrement difficile

Jean-Pierre Ghelfi - 13 février 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/30991>

Les achats massifs de devises et les taux d’intérêt négatifs sont les deux principaux moyens dont dispose la banque centrale pour contenir la hausse du franc et préserver la compétitivité de l’économie helvétique. Suffiront-ils?

Depuis que la Banque nationale suisse (BNS) a décroché le franc de l’euro, le 15 janvier 2015, notre monnaie n’a cessé de s’apprécier. Sa valeur aurait encore davantage augmenté si la BNS n’avait pas, de manière quasi ininterrompue, acheté des euros (et aussi des dollars). Ces acquisitions ont permis jusqu’à présent de contenir la hausse dans des limites à peu près supportables pour l’économie nationale.

Pour comprendre le sens et la portée de ces affirmations liminaires, procédons à un petit

retour en arrière sur certaines des caractéristiques de notre situation monétaire au cours des dix dernières années. Le 6 septembre 2011, notre banque centrale publiait un [communiqué](#) affirmant: «*La surévaluation actuelle du franc est extrême. Elle constitue une grave menace pour l’économie suisse et recèle le risque de développements déflationnistes. La Banque nationale suisse (BNS) vise par conséquent un affaiblissement substantiel et durable du franc. Dès ce jour, elle ne tolérera plus de cours inférieur à 1,20 franc pour un euro sur le marché des changes. La Banque nationale fera prévaloir ce cours plancher avec toute la détermination requise et est prête à acheter des devises en quantité illimitée.*»

A fin juillet 2011 — moins de

deux mois plus tôt — l’euro avait passé, pour la première fois, sous la barre de 1,20 franc et à fin août il ne valait plus que 1,12 franc. La chute de la monnaie européenne explique la décision de la BNS.

Placements en devises de la BNS

Il vaut la peine de consulter le [tableau complet](#), trimestre après trimestre, de fin 2007 à fin 2016.

Le cours du franc avait déjà été chahuté au cours des années précédentes. Le poste du bilan de la BNS «*placements de devises*» a oscillé entre 40 et 60 milliards de francs au cours des années 2000 à 2008. Dans un premier temps, la crise financière (dite des *subprimes*) de 2007-2008 n’affecte pas